



منظمة الأغذية
والزراعة
للأمم المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food
and
Agriculture
Organization
of
the
United
Nations

Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

Organización
de las
Naciones
Unidas
para la
Agricultura
y la
Alimentación

COMMISSION DES STATISTIQUES AGRICOLES POUR L'AFRIQUE

Vingt-quatrième session

Kigali, Rwanda 1 – 4 décembre 2015

STATISTIQUES SUR LE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS: GEA, C2A, DFA, IED ET PROFIL DES INVESTISSEMENTS PAR PAYS

Document élaboré par : Sangita Dubey et Brian Carisma, Division de la statistique, FAO

1. Statistiques sur l'investissement – Introduction

L'amélioration de la productivité agricole est cruciale à l'augmentation des revenus réels nécessaire pour assurer un meilleur accès à la nourriture.¹ L'un des facteurs clés de l'amélioration de la productivité agricole est l'augmentation des investissements dans le capital physique relatif aux intrants travail et terre, tels que les machines agricoles, le bétail et les vergers. Pourtant, malgré les écarts existants entre les ratios capital-travail et productivité des pays développés et ceux des pays en développement, les taux d'investissement en capital dans le secteur agricole demeurent plus faibles dans les pays en développement, ce qui accentue les écarts existants.

Selon la *Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2012 de la FAO* : «Il est essentiel d'investir dans l'agriculture, si l'on veut réduire la faim et promouvoir une agriculture durable. Les régions où le capital agricole par travailleur et les investissements publics dans l'agriculture ont stagné sont, de nos jours, les épicentres de la pauvreté et de la faim dans le monde ».²

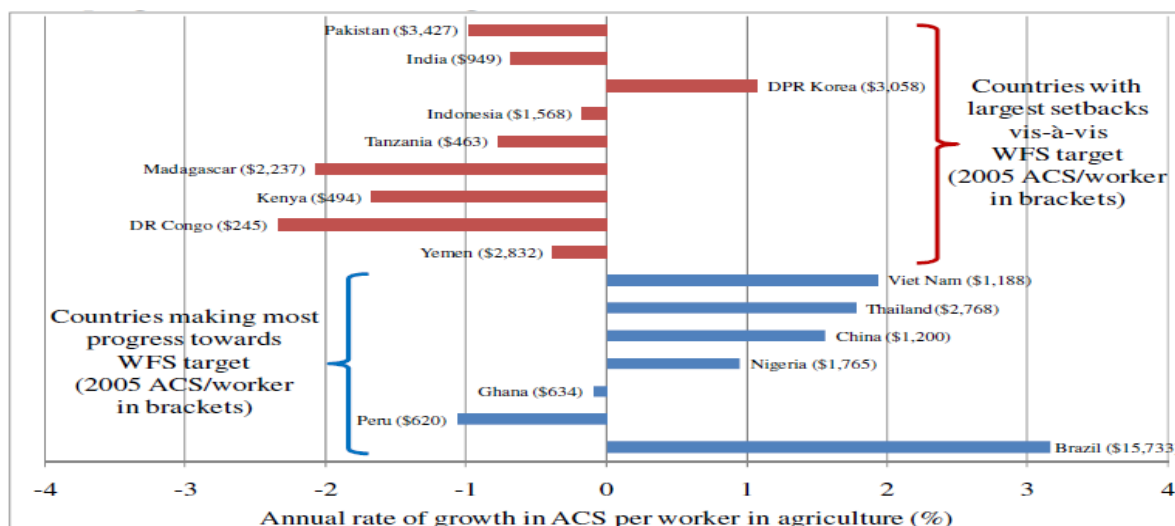
Comme le montre la Figure 1, dans les pays en développement, il existe une corrélation positive très étroite entre les investissements dans le secteur agricole qui augmentent le capital d'exploitation agricole (ACS), mesurés par rapport à la formation brute de capital fixe (FBCF), et la réduction de la faim, mesurée sur la base de l'objectif du Sommet mondial de l'alimentation (SMA) à savoir, l'éradication de la faim et la réduction du nombre de personnes

¹ Pour une analyse de la portée, de l'évolution et du manque de données relatives à l'investissement dans l'agriculture, voir le document de travail No.11-19 de l'ESA : *Financial Resource Flows to Agriculture* (<http://www.fao.org/docrep/015/an108e/an108e00.pdf>) et la *Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2012* (<http://www.fao.org/publications/sofa/fr/>)

² *Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2012* (<http://www.fao.org/publications/sofa/fr/>).

sous-alimentées. Le graphique ci-dessous montre que de 1990 à 2005, le taux de croissance annuel du ACS agricole par travailleur est négatif dans tous les pays ayant connu un recul significatif dans la réalisation de l'objectif du SMA à l'exception de la République Populaire Démocratique de Corée, alors que le contraire s'applique aux pays ayant fait des progrès significatifs en vue de la réalisation de l'objectif du SMA.

Figure 1: Taux de croissance annuel du capital d'exploitation agricole (ACS) (1990-2005) dans les pays les plus performants et les moins performants



Source: Von Cramon-Taubadel et al. (2009)

Pour appuyer l'analyse de la FBCF et des sources connexes de financement des investissements, la Division de la statistique de la FAO (ESS) a élaboré un nouveau fichier mondial sur l'investissement agricole qui couvre les différentes sources de financement des investissements : publiques et privées, étrangères et nationales. Le présent document décrit la composante des bases de données des statistiques relatives aux investissements, leurs méthodologies sous-jacentes et les défis relatifs aux données et à l'absence de données.

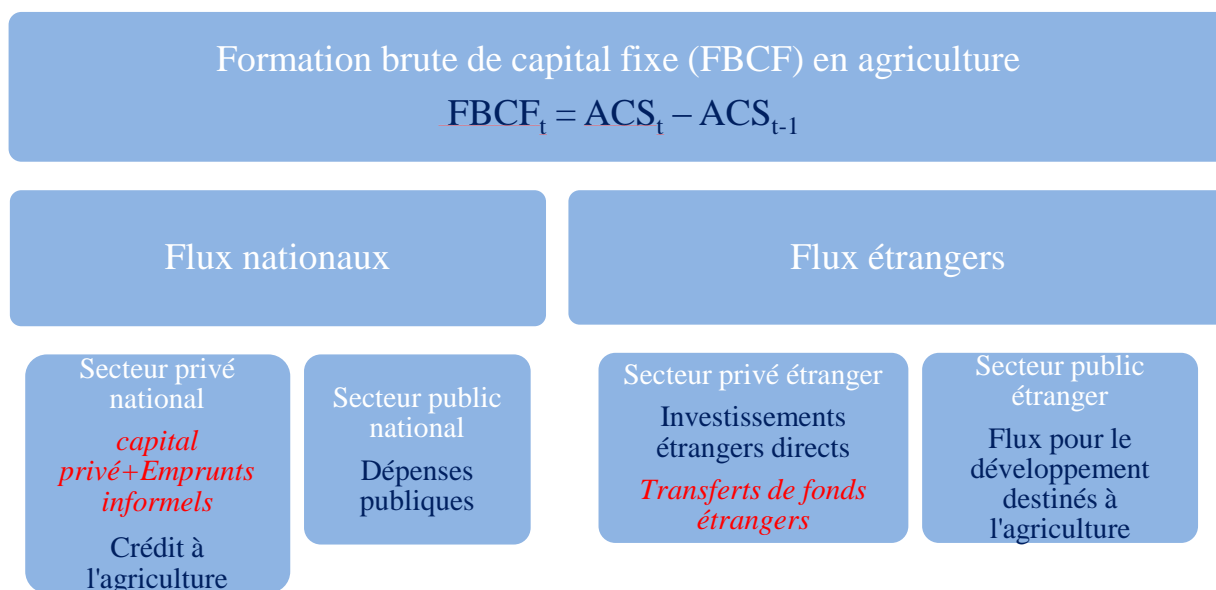
Aux fins du présent document, sauf indication contraire, le terme «agriculture» désigne le *secteur agricole élargi* comprenant les catégories A+B de la CITI Rev.3,1³: Agriculture, chasse, sylviculture (A) et pêche (B), souvent désignées par l'acronyme AFF. Le sous-secteur de l'agriculture (Ag) est désigné par le « *secteur agricole réduit* ».

2. Travaux en cours sur les statistiques des investissements agricoles

Afin de couvrir les différentes composantes du financement des investissements agricoles à savoir publiques/privées et nationales/étrangères, ce domaine de la statistique comprend cinq éléments clés : le crédit à l'agriculture (C2A), les dépenses publiques allouées à l'agriculture (GEA), les flux pour le développement destinés à l'agriculture (DFA), les investissements directs étrangers destinés à l'agriculture (IDE) et les profils d'investissements par pays (Statistiques). Ces données sont combinées à une nouvelle base de données sur le capital d'exploitation agricole et la FBCF agricole - qui permet d'évaluer l'investissement annuel en capital produit - afin de permettre l'établissement des profils statistiques des investissements agricoles par pays. Le cadre de la FAOSTAT des flux d'investissements agricoles est illustré par la Figure 2.

³ CITI désigne la Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique.

Figure 2. Cadre des données de la FAOSTAT relatives aux investissements agricoles



L'une des contributions clés de cette initiative sur les statistiques des investissements est l'harmonisation des travaux de la FAO avec ceux des autres organisations internationales qui collectent des données similaires. La FAO utilise, au cas échéant, des méthodologies et des bases de données mondiales par pays qui sont élaborées et recueillies par d'autres organisations telles que l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le Fonds monétaire international (FMI), la Conférence des nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), l'Organisation des nations unies pour le développement industriel (ONUDI) et la Division de statistique des nations unies (DSNU). Ces bases de données respectent les normes internationales de classifications, au cas échéant, afin d'améliorer leur degré d'harmonisation. En outre, cette approche, qui réduit les chevauchements et la charge de chaque pays, a été approuvée par les pays membres lors de la 23^{ème} session de l'AFCAS tenue en 2013, de la 25^{ème} session de la Commission des statistiques agricoles pour l'Asie et le Pacifique (APCAS) tenue en 2014, de la 24^{ème} session du Comité de l'agriculture tenue en 2014 et de la 27^{ème} session du groupe de travail de la FAO-IICA sur les statistiques agricoles et de l'élevage pour l'Amérique latine et les Caraïbes tenue en 2015.

Une deuxième contribution clé de cette initiative est l'établissement de deux nouveaux indicateurs pour chaque base de données. Le premier est la part de l'agriculture dans le flux total des investissements. Cette part donne une indication de l'importance relative accordée à l'agriculture. Puisque cet indicateur ne tient pas compte de la taille relative du secteur agricole par rapport à l'économie en général, un second indicateur, appelé Indice d'orientation agricole (IOA) a été élaboré. L'IOA normalise la part de l'agriculture dans l'investissement total par rapport la contribution de l'agriculture à l'économie qui est déterminée par la valeur ajoutée agricole par rapport au PIB. Les pays dont l'IOA est supérieur à 1 sont ceux qui accordent plus d'importance à l'agriculture que sa contribution à l'économie, telle que mesurée par la valeur ajoutée de l'agriculture au PIB, tandis que ceux dont l'IOA est inférieur à 1 accordent plus d'importance à d'autres secteurs.

L'un des principaux inconvénients dans ce domaine de la statistique est l'absence de données relatives aux composantes les plus importantes du financement des investissements privés : le capital privé ou l'épargne des producteurs agricoles ; les envois de fonds étrangers reçus et les emprunts informels dont les emprunts auprès des membres de famille, des amis, des prêteurs locaux, des propriétaires fonciers, et des fournisseurs d'intrants. Ces informations

seraient mieux collectées grâce des enquêtes agricoles et pourraient nécessiter des investissements financiers importants.

Un deuxième inconvénient majeur est l'absence de données et de métadonnées provenant de plusieurs pays et portant sur *chaque* composante du financement des investissements. Ce handicap pourrait surgir dans n'importe quelle composante à cause du manque de collecte de données, de publication et d'accès aux données et métadonnées collectées particulièrement au niveau industriel requis ; et de la non-publication opportune des données disponibles. Tout ceci empêche la création de bases de données mondiales complètes et opportunes devant permettre de faire des comparaisons pertinentes sur le plan international. Cette question sera abordée plus loin dans le cadre de chaque base de données. Les efforts fournis par les pays membres en vue d'améliorer le caractère opportun et détaillé de la compilation et de la publication des statistiques relatives au financement des investissements existants et le libre accès aux données et aux métadonnées contribueraient énormément à surmonter ce handicap.

a. DÉPENSES PUBLIQUES ALLOUÉES A L'AGRICULTURE

Bien que le secteur privé, composé essentiellement de producteurs agricoles, mobilise la grande partie du financement des investissements agricoles, le secteur public y joue également un rôle important. Des dépenses publiques ciblées de manière adéquate peuvent créer un environnement propice à l'investissement privé grâce à l'établissement d'infrastructures rurales publiques, de services de recherche, d'éducation et de vulgarisation agricole, et aux réglementations pro-investissement et pro-agriculture.

Le lien entre la part des dépenses publiques allouées à l'agriculture (GEA) et la taille du secteur agricole est complexe et dépend, entre autres, de l'importance globale accordée à ce secteur dans les budgets publics. C'est pourquoi il est également important de considérer à la fois la part des GEA dans les dépenses publiques totales et l'IOA des GEA.

Pour répondre à la nécessité d'avoir des séries chronologiques de données complètes sur les dépenses publiques allouées à l'agriculture et pour veiller à avoir des données comparables entre les pays et respectant les normes internationales, l'ESS a élaboré un questionnaire relatif aux dépenses publiques allouées à l'agriculture en collaboration avec le Département des statistiques du FMI et en utilisant la méthodologie du *Manuel de statistiques de finances publiques, 2001 (GFSM 2001)*. En 2012, l'ESS a lancé ce questionnaire à l'échelle mondiale demandant plus de détails sur le secteur agricole par rapport au questionnaire mondial du FMI relatif aux finances publiques. L'ESS a demandé particulièrement plus de détails sous-sectoriels relatifs aux dépenses allouées au sous-secteur de *l'agriculture réduite*, et à la sylviculture et la pêche de façon distincte et de données sur la protection de l'environnement et la répartition des dépenses de fonctionnement et d'investissement qui demandent un proxy du montant dépensé pour les investissements/infrastructures physiques. La troisième collecte annuelle mondiale de données relatives à les GEA est en cours.

Le fait que les taux de réponses fournies aux questionnaires soient de plus en plus faibles et qu'il y ait de plus en plus de questionnaires qui ne sont pas complètement remplis constitue des défis majeurs au niveau national. Ceci est particulièrement surprenant de la part de nombreux pays africains signataires des déclarations de Maputo et de Malabo sur l'agriculture et la sécurité alimentaire. Ces pays se sont engagés dans le cadre de ses déclarations à allouer au moins 10% de leurs budgets à l'agriculture et au développement rural.

Les bases des données nationales officielles recueillies grâce aux questionnaires de la FAO et complétée par les données publiées par le FMI permettent de tirer entre autres les principales conclusions suivantes relatives au GEA :

- De 2001 à 2012, la part nationale moyenne des dépenses publiques (GEA) allouée à l'agriculture, la sylviculture et la pêche a chuté de près de 30%, passant de 3% à un peu plus de 2% des dépenses publiques totales. Cette chute qui s'est produite durant 12 ans est due essentiellement à l'Afrique et à l'Amérique latine où les parts des dépenses moyennes ont chuté respectivement de 4,5% à 2,5% et de 2% à 1,5%. Malgré la crise alimentaire mondiale de 2007-2008 et la signature de la Déclaration de Maputo, cette tendance à la baisse se poursuit en Afrique.
- De 2001-2012, l'Afrique a connu la plus forte baisse de la part de l'agriculture dans les dépenses publiques, passant de 4,5% en 2001 à un peu plus de 2,5% en 2012.
- De 2008 à 2012, s'agissant des dépenses publiques allouées à l'agriculture, trois (3) pays africains faisaient partie des 10 premiers pays au monde : Zambie (7% des dépenses totales), Swaziland (6%) et Namibie (6%). Ils occupaient respectivement la 8^{ème}, la 9^{ème} et la 10^{ème} position.
- De 2001 à 2012, les pays ayant un IOA supérieur à 1 étaient pour la plupart des pays développés, notamment européens avec à leur tête le Luxembourg et la Suisse où les dépenses publiques allouées à l'agriculture étaient trois fois supérieures à sa contribution au PIB national. Par contre, au Maroc, en République centrafricaine, au Libéria, au Liban et au Burkina Faso, les dépenses publiques allouées au secteur agricole étaient moins d'un dixième de sa contribution au PIB national.

b. CRÉDIT A L'AGRICULTURE

La portée du financement des investissements que les marchés formels de crédit du secteur privé sont prêts à fournir est liée positivement et directement à la croissance du capital d'exploitation agricole, qui à son tour est liée à la croissance de la productivité agricole. C'est dû au fait que les institutions financières sur les marchés formels de crédit peuvent mieux diversifier et absorber les risques dans le temps, selon les emprunteurs et dans tous les secteurs, réduisant ainsi les coûts de financement aux emprunteurs et assurant une meilleure allocation des épargnes. Cette source formelle de financement du secteur financier est particulièrement importante pour des secteurs comme l'agriculture, où les producteurs font face à des risques élevés non seulement en termes de temps séparant la nécessité de financer les investissements et la réalisation de revenus devant permettre de rembourser les prêts mais aussi en termes d'incertitudes significatives liées à l'offre qui sont causées par des conditions climatiques et météorologiques (sécheresses, inondations, etc.), la volatilité des prix des produits agricoles et l'impact des ravageurs et des maladies affectant le volume et la qualité de leur production.

Les données sur le crédit formel du secteur financier est généralement collectées, compilées et publiées dans le cadre des statistiques monétaires et financières disponibles auprès des banques centrales des pays dans le cadre de leurs activités de surveillance et de gestion des risques financiers. Ces données servent d'indicateurs de référence de l'activité formelle de l'investissement du secteur privé national. La plupart des banques centrales inclue dans ces données, les statistiques sur les encours de crédits par secteurs institutionnels des comptes nationaux : ménages, secteurs des affaires à l'exclusion des institutions financières, et gouvernement. La rapidité et la fréquence de publication varient selon les pays. Elles peuvent être publiées mensuellement, trimestriellement ou annuellement.

En outre, de nombreuses banques centrales publient les statistiques relatives à l'encours des prêts par secteur industriel, y compris le secteur agricole. Ces données, lorsqu'elles sont disponibles, sont collectées à partir des sites web des banques centrales et des publications officielles. La Division de la statistique de la FAO (ESS) les compile en ensembles de données globales sur le crédit à l'agriculture (C2A). La répartition est faite pour les trois sous-secteurs – agriculture, sylviculture et pêche – ou, dans certains cas, pour les trois sous-secteurs combinés, en fonction de leur disponibilité. Le crédit est évalué en tant qu'encours des prêts à la fin de l'année civile ou de l'exercice (jour, mois ou trimestre) correspondant le plus à la fin de l'année civile.

Bien que l'approche actuelle utilisant des données officielles publiées réduise la charge des pays, elle aggrave les défis existants relatifs aux données. Il existe trois principaux défis au niveau des pays :

- L'absence de données publiées sur le C2A. Elle peut se produire lorsque ces données ne sont pas collectées par les banques centrales ou, bien que collectées, elles ne sont pas publiées au niveau industriel/agricole. En Novembre 2015, l'on a pu retrouver les données relatives au C2A de 108 pays pour le compte de 2010; celles de 2013 couvraient 91 pays et celle de 2014 couvraient 66 pays.
- L'absence de données publiées sur les sous-secteurs de l'agriculture (*agriculture réduite*, sylviculture et pêche). Même lorsque les données relatives au C2A sont disponibles, souvent celles relatives aux sous-secteurs ne le sont pas, ou sont regroupées dans deux sous-secteurs. Ceci rend difficile l'analyse de chaque niveau et de la répartition du crédit ainsi que de son impact sur les investissements privés à travers les sous-secteurs
- Le manque de définition unique pour le terme « agriculture » et l'absence de métadonnées pour expliquer les définitions utilisées. Toutes les banques centrales n'utilisent pas une définition industrielle incluant le crédit aux entreprises agroalimentaires. Les banques centrales utilisant une définition de l'agriculture basée sur les ménages qui font des prêts, peuvent à tort exclure les entreprises agroalimentaires et inclure les propriétaires fonciers qui utilisent des terres agricoles comme des garanties de prêts, même si leur revenu de base provient d'un secteur autre que celui de l'agriculture bien qu'ils aient des terres agricoles pouvant servir de garantie de prêts.

Les données relatives au C2A permettent de tirer les principales conclusions suivantes :

- En 2012, la part nationale moyenne du crédit à l'agriculture (C2A) représentait 4,6% du crédit commercial total, tandis que la contribution moyenne du secteur agricole à l'économie représentait 12,6% du Produit intérieur brut (PIB). Cela signifie que la part du crédit octroyée aux producteurs agricoles était plus faible que celle octroyée aux producteurs dans d'autres secteurs.
- A partir de 1991, les C2A nationaux ont chuté de 8,6% à près de la moitié de la valeur totale de crédit en 2012, tandis que la contribution de l'agriculture au PIB a chuté d'environ un tiers par rapport à sa valeur qui était de 18,9%. La plupart des régions ont connu cette tendance à la baisse, même après la crise des prix des denrées alimentaires de 2007-08 et en dépit du fait qu'une attention politique accrue soit portée sur les questions de sécurité alimentaire et sur le rôle du secteur agricole. La part moyenne du

C2A au crédit total a diminué dans toutes les régions par rapport aux valeurs maximales atteintes entre 1999 et 2001.

- Entre 2008 et 2012, le Burkina Faso (4), la Zambie (5) et l’Ethiopie (10) faisaient partie des 10 premiers pays en termes de part moyenne du C2A dans le crédit total. Cependant, une fois que l’on prend en compte la taille relative du secteur agricole, seul le Gabon avait un IOA supérieur à 1.

c. FLUX POUR LE DÉVELOPPEMENT DESTINÉS A L’AGRICULTURE

Les flux pour le développement destinés à l’agriculture (DFA) provenant des principaux bailleurs de fonds bilatéraux, multilatéraux et du secteur privé sont un complément important des autres sources de financement de l’agriculture. Pour constituer l’ensemble de données relatives aux DFA, l’ESS collecte les données du Système de notification des pays créanciers de l’OCDE (SNPC), qui enregistre, au niveau des projets, l’aide publique au développement (APD) et d’Autres apports du secteur public (AASP) des bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux. L’APD et les AASP sont tous les deux des flux des agences officielles, y compris des organisations internationales et des gouvernements nationaux et locaux. L’APD a deux exigences supplémentaires qui sont de : 1) promouvoir le développement économique et le bien-être en tant qu’objectif principal ; et 2) avoir un caractère concessionnel (c’est-à-dire avoir un composant de subvention d’au moins 25%). Des exemples d’AASP comprennent l’aide militaire et les prêts non concessionnels. Bien que l’OCDE soit en train d’élargir sa base de données relatives au SNPC afin d’y inclure les flux pour le développement provenant des fondations privées, dénommés subventions privées, actuellement, elle ne comprend que les subventions de la Fondation Bill et Melinda Gates.

Pour la première fois, la base de données relative au SNPC inclut également les dépenses de la FAO pour le développement. Actuellement, ce ne sont que les dépenses de 2013 de la FAO pour le développement qui ont été publiées dans le SNPC, avec des programmes visant à étendre la déclaration des dépenses les plus récentes et celles des années antérieures à 2013 durant les deux prochaines années. Les principales conclusions relatives à l’aide au développement depuis 1995 sont les suivantes :

- En 2013, l’aide au développement était au total environ 260 milliards de dollar. Le secteur agricole a bénéficié de 14 milliards de dollar, soit un peu plus de 5% de l’aide totale, ce qui représente une part plus importante que celle de l’agriculture dans l’économie. Ceci pourrait traduire les liens étroits existant entre l’agriculture et la sécurité alimentaire.
- La part des DFA dans l’aide au développement a augmenté de 9% en 2006 à 12% en 2007 et 2008 de sa valeur totale aux lendemains de la crise mondiale des prix des denrées alimentaires et a poursuivi son augmentation à 14% en 2010. Même en 2010 où elle a atteint sa valeur la plus élevée, elle n’a jamais atteint sa valeur record de 17% enregistrée en 1995.
- Les pays bénéficiaires en Afrique, en Asie et dans le Pacifique ont reçu la majeure partie des DFA mondiaux soit entre 70% et 80% des DFA totaux depuis 1995. L’Afrique est la principale bénéficiaire régionale depuis 2012.

d. INVESTISSEMENTS ETRANGERS DIRECTS

Les investissements étrangers directs (IED) constituent une quatrième source de financement de l'investissement de l'agriculture. Un grand nombre de facteurs ont provoqué l'augmentation des investissements étrangers directs dans l'agriculture entraînant une utilisation massive des terres agricoles, de l'eau et des zones boisées dans les pays en développement et en transition. Ces facteurs comprennent la flambée des prix des denrées alimentaires et du carburant à la fin des années 2000, le désir des pays tributaires des importations de produits alimentaires à assurer, à l'avenir, leurs approvisionnements en denrées alimentaires dans le contexte d'incertitude, d'expansion des chaînes de valeur mondiales intégrées par les grandes entreprises agroalimentaires et des spéculations liées à l'augmentation des prix des propriétés foncières et des matières premières.

Les IED sont des investissements visant à acquérir une influence de gestion durable (au moins 10% des actions avec droit de vote) dans une entreprise opérant dans une économie étrangère.⁴ Les IED peuvent être subdivisés en deux types d'investissements : les fusions et acquisitions (F&A) et les investissements dits « *greenfields* ». Ce deuxième type d'investissement implique la création de nouvelles sociétés et l'établissement ou la construction de nouveaux bureaux, bâtiments, installations ou usines dans une économie étrangère. Les IED représentent la somme des capitaux sociaux, des bénéfices réinvestis et autres capitaux des IED, y compris l'emprunt et le prêt de fonds.

Les données sous-jacentes sur les IED ont été obtenues grâce à la CNUCED, au Centre du commerce international, à la Banque mondiale et à l'OCDE ; la CNUCED est la principale source de données. Compte tenu des pays concernés, tout comme pour les GEA et le C2A, il est probable que la base de données IED de la FAOSTAT sous-évalue les niveaux réels des IED et des flux destinés à l'agriculture.

Les pays concernés constituent un défi majeur pour la création de la base de données relative aux IED destinés à l'agriculture. Un autre défi est le fait que la FAO et d'autres utilisateurs n'ont qu'un accès limité à la base de données sur les IED mondiaux de la CNUCED. En conséquence, l'analyse ne tient compte que des données relatives aux flux d'IED à l'horizon 2011. Ces données révèlent que :

- De 1980 à 2011, les investissements étrangers directs (IED) destinés à l'agriculture sont passés de 300 millions de dollar à 1,1 milliard de dollar, avec une volatilité significative d'année en année qui a atteint sa valeur maximale en 2007 avec un niveau record de 9,2 milliards de dollar. Le total des flux des IED à l'économie a connu une évolution et une volatilité similaires, passant à 1,3 mille milliards de dollar en 2011 avec une valeur record de 2 mille milliards de dollar en 2007.
- La part de l'agriculture dans les IED totaux est demeurée en dessous de 0,5% durant toute la période considérée, tandis que la part des industries alimentaires, des boissons et du tabac (ABT) dans les flux mondiaux des IED était en moyenne de 1,85%.
- Entre 2004 et 2011, les pays en développement recevaient 50% de tous les IED destinés à l'agriculture; l'Asie et l'Amérique latine en étaient les principaux bénéficiaires depuis 1997. En Afrique, les IED destinés à l'agriculture ciblaient la culture du riz, du blé, des graines oléagineuses et la floriculture. Les pays ayant bénéficié des flux moyens les plus élevés sont l'Argentine, le Brésil, la Chine, l'Indonésie, la Malaisie, l'Uruguay et

⁴ Manuel de la balance de paiement du FMI, 5^{ème} édition, BPM5, FMI 1993 et Définition de référence de l'OCDE des investissements directs internationaux, 3^{ème} édition, BD3, OCDE 1996

le Viêt-Nam. La Chine est à la fois la plus grande bénéficiaire au monde des IED avec en moyenne 1 milliard de dollar d'entrée par an et en même temps le pays qui fait le plus d'investissement étranger destiné à l'agriculture avec en moyenne 337 millions de dollars par an.

- L'anticipation et la réaction à la crise des prix des denrées alimentaires de 2007 et 2008 a entraîné une augmentation des IED destinés à l'agriculture entre 2006 et 2011 car un plus grand nombre de sociétés transnationales (STN) et d'investisseurs institutionnels cherchaient à acquérir des terres, à avoir accès à l'eau et à une part croissante du commerce agroalimentaire.

e. PROFILS D'INVESTISSEMENT PAYS (STATISTIQUES)

Le but d'un profil d'investissement pays (statistiques) est de présenter un portrait des sources de financement agricole et de leurs évolutions surtout par rapport à la croissance du capital agricole. Dans le cadre de l'établissement de ces profils, l'ESS aura besoin des conseils et de l'analyse des pays membres ainsi que de leur engagement à améliorer la collecte et la diffusion des statistiques sur le financement des investissements agricoles.

3. RECOMMANDATIONS PROPOSÉS AUX PAYS MEMBRES D'AFCAS

Les pays africains membres d'AFCAS s'engagent à améliorer les réponses données par rapport aux questionnaires GEA de la FAO et à collaborer avec la FAO en vue d'améliorer les rapports relatifs aux IED et au crédit à l'agriculture.

Les questions, contributions et conseils peuvent être adressés par email à Mme Dubey (Sangita.Dubey@fao.org) ou à Brian Carisma (Brian.Carisma@fao.org).